



L'ACTUALITÉ

QUESTIONS SOCIALES ET FORMATION : LA CNAS 2019 SE TIENT DANS UN CONTEXTE DE RÉFORMES ET D'INCERTITUDES

Beaucoup d'enjeux politiques étaient cette année au cœur de la CNAS, qu'il s'agisse de représentativité, de négociations sociales, d'apprentissage, de formation des artisans, des conjoints collaborateurs ou encore des élus de la CAPEB.

“
La représentativité patronale impacte tous les dossiers sociaux et de formation.”

406
élus ont suivi
l'École des Cadres
au cours des
5 dernières années

Le Premier vice-président en charge des questions sociales et chef de file pour la formation, Jean-Christophe Repon, a accueilli les délégués départementaux ce mercredi 20 novembre.

Les travaux se sont ouverts par les sujets sociaux, à commencer par les conventions collectives nationales des salariés du bâtiment qui font actuellement l'objet d'une négociation nationale. Cécile Beaudonnat, Présidente de la CNFA, et Dominique Gaspar, administrateur confédéral, ont présenté les enjeux de ces négociations conduites par la CAPEB (ce qui constitue une première) et en ont fait un premier état des lieux.

C'est ensuite la question de la représentativité patronale qui a été abordée, cette fois avec les deux administrateurs confédéraux Christian Brunet et Thierry Ravon. Ils ont pointé les enjeux politiques de la représentativité pour la CAPEB et surtout pour la défense des intérêts des petites entreprises du bâtiment, et engagé un échange avec les participants pour évoquer les actions à mener afin de continuer à assurer le plus efficacement possible cette défense des TPE, qu'il s'agisse des employeurs ou des travailleurs indépendants. Le Secrétaire général de l'U2P, Pierre Burban, est intervenu à ce sujet.

L'après-midi, ce sont les thèmes relatifs à la formation qui ont été traités. Corinne Postel, trésorière confédérale, a présenté le plan de transformation des missions de conseil en formation qui a généré 11 expérimentations

locales et une trentaine d'actions autour des trois objectifs susceptibles d'être choisis par les structures du Réseau : assurer simplement un service de base, consolider sa place d'interlocuteur privilégié des entreprises sur le champ de la formation, ou encore faire de la formation un élément stratégique de développement pour la CAPEB. Cet important travail collectif est désormais porté à la connaissance de tous (sur ARTUR) et doit permettre à chaque CAPEB de choisir, en fonction de sa réalité de terrain, la formule qui lui semble la plus adaptée à son contexte et à partir de laquelle elle souhaite s'engager.

Thierry Ravon a ensuite présenté les grandes lignes de la réforme de l'apprentissage et de la négociation paritaire en cours à ce sujet et qui constitue, là encore, une première pour la CAPEB. Il a explicité le projet que la CAPEB propose aux partenaires sociaux et qui vise à conserver un pilotage de la politique de l'apprentissage par les organisations professionnelles représentatives dans le bâtiment et faire du CCCA-BTP un outil efficace, capable de répondre aux besoins des petites entreprises du bâtiment et en mesure d'épauler les CFA-BTP.

Un état des lieux a également été fait sur l'action et le positionnement de Constructyts à l'horizon 2020. Gilles Chatras a poursuivi les débats en présentant la situation du FAFCEA et les évolutions possibles de la formation continue des non-salariés dans les deux ans à venir.



MÉTIERS

→ JEAN-CLAUDE RANCUREL RÉUNIT SES CONSEILLERS

Ce mardi 19 novembre, le Président de l'UNA Couverture Plomberie Chauffage a réuni ses conseillers professionnels pour faire un point des dossiers en cours en cette fin d'année. Ensemble, ils ont commenté les travaux du regroupement des UNA le 7 novembre dernier. Ils ont travaillé à la préparation des JPC de Lyon puis fait un point d'étape sur les démarches engagées concernant le ramonage. L'après-midi, les plombiers chauffagistes ont évoqué les partenariats envisageables concernant les fluides frigorigènes, le suivi du lancement de l'offre 7 24 PRO et l'initiative « Mon étiquette chaudière ». Ils ont par ailleurs pris connaissance du fonctionnement du fonds de dotation mécénat de Qualigaz et fait un point sur les cadastres solaires suite aux remontées de la CAPEB Haute Vienne. Enfin, ils ont regardé le projet de trophées de GRDF. De leur côté, les couvreurs ont fait un état des lieux des travaux de rénovation du CAP Couvreur. Ils ont ensuite réfléchi aux sujets qu'ils pourraient proposer aux délégués des JPC, avant d'évoquer la question des tuiles couverture/bardage. Ils ont également avancé sur la mise au point du mémo Ecrans de sous-toiture. Un point d'étape a par ailleurs été fait sur la révision du DTU 40.11 « Couverture en ardoises naturelles ».

→ ÉRIC LE DEVÉHAT ET SES CONSEILLERS FONT UN POINT SUR LEURS DOSSIERS

Le Président de l'UNA Métiers de la Pierre et ses conseillers professionnels se sont retrouvés mercredi pour faire un point d'avancement des dossiers en cours. Ils ont accueilli un nouveau conseiller : Benoit Gauthier, Maître artisan installé en Ardèche spécialisé dans la pierre sèche. Ils ont arrêté leur programme de travail pour 2020 puis échangé sur le rassemblement des responsables professionnels des UNA Métiers de la Pierre et Serrurerie Métallerie qui s'est tenu le 20 septembre dernier. Il a ensuite été question de préparer le pré-programme des Journées Professionnelles de la Construction 2020. Éric Le Devéhat et ses conseillers ont ensuite réfléchi aux partenariats qu'il pourrait être utile de nouer et aux pistes à explorer pour la construction en pierre massive, notamment en lien avec la Réglementation RE 2020 et la RSE. Président et conseillers ont également abordé les questions numériques avec un retour sur les travaux du groupe numérique CAPEB, sur ceux du groupe mis en place par le CTMNC et enfin une réflexion sur la thématique patrimoine/pierre/numérique. Les questions relatives à la marbrerie ont conclu la journée et en particulier, la participation à Worldskill et le CQP marbrier funéraire.

ÉCONOMIE

→ LA CAPEB ET SEBEMEX, ENSEMBLE POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ DANS LES ENTREPRISES ARTISANALES DU BÂTIMENT

Ce jeudi 21 novembre, la CAPEB a signé un partenariat avec Sebemex, société spécialisée dans la distribution de consommables, d'équipements et de matériaux dédiés à la protection individuelle et à la décontamination (amiante & nucléaire). L'objet de cet accord est de renforcer la sécurité des artisans qui sont en contact quotidien avec de

l'amiante et doivent gérer les déchets générés par son retrait, en faisant connaître les équipements Sebemex et en développant de nouvelles solutions. Ainsi, la CAPEB et son partenaire prévoient de travailler ensemble pour élaborer des produits et des services adaptés et pour solliciter les entreprises artisanales du bâtiment afin de les tester.



Sebemex prévoit aussi d'organiser des événements et des rencontres avec les CAPEB départementales et de concevoir des remises ou des offres promotionnelles pour les entreprises artisanales du bâtiment adhérentes à la CAPEB ou pour les ECO Artisans.

SOCIAL



Plusieurs gants proposés par Singer Safety ont été testés pendant deux mois par des artisans couvreurs et serruriers métalliers des CAPEB Sarthe et Mayenne. Ils se sont retrouvés la semaine dernière pour dresser un bilan de ces tests.

→ SINGER SAFETY FAIT LE BILAN DES TESTS AVEC LES ARTISANS DE SARTHE ET DE MAYENNE

Les serruriers métalliers ont pu lister les avantages et inconvénients des gants qu'ils ont testés, précisant ainsi leurs besoins spécifiques. Suite à ces échanges, il a été décidé que des tests vont se poursuivre avec la collaboration d'une entreprise dans le but d'affiner les caractéristiques des gants correspondant le mieux à la profession. De leur côté, le ressenti des couvreurs a conduit Singer Safety à travailler à l'amélioration de certaines caractéristiques d'un modèle de gant déjà existant. Ainsi, ces échanges constructifs

permettent au fabricant de mieux comprendre les spécificités de chaque métier et donc d'avoir des éléments concrets lui permettant de mieux répondre à leurs attentes. On rappellera que ces campagnes de tests visent à améliorer, encore et toujours, les conditions de travail et à faire en sorte que les artisans et leurs compagnons disposent d'équipements de protection individuels adaptés à leur métier et susceptibles d'être portés au quotidien.



RÉSEAU

→ GNR : BELFORT RESTE MOBILISÉE

Un an après la première tentative du Gouvernement de supprimer l'avantage fiscal dont bénéficient les entreprises sur le gazole non routier, l'artisanat du BTP est redescendu dans la rue, à l'appel de la CAPEB du Territoire de Belfort et de la CNATP.

La CAPEB et la CNATP ont rappelé à l'occasion de cette manifestation que le GNR n'est pas une niche fiscale. Le Président de la CAPEB Territoire de Belfort, Francis Voelin a rappelé que le GNR est « l'énergie de nos outils de travail, alors qu'il n'existe aucune alternative ».

Nombre de chefs d'entreprises artisanales du BTP se sont rendus aux permanences parlementaires pour alerter les députés sur les conséquences financières de cette suppression, tant sur la santé des entreprises que sur leurs marchés, leurs investissements, leurs emplois mais également sur le risque très important de voir augmenter

considérablement les vols de carburant et dégradations du matériel. Cette manifestation avait également pour objet de rappeler que cette mesure, si aucun contrôle n'est réalisé, sera discriminatoire puisqu'elle toucherait les entreprises du BTP sans toucher d'autres secteurs d'activité qui viennent au titre de la pluri-activité les concurrencer sur les chantiers.

Surtout, ils ont rappelé que les entreprises n'ont aucune solution alternative opérationnelle !

GOUVERNEMENT

→ POINT D'ÉTAPE SUR LA POLITIQUE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS

Julien Denormandie, Ministre de la Ville et du Logement a fait, ce lundi 18 novembre, un point d'étape sur la politique de rénovation énergétique des bâtiments engagée par le Gouvernement. Cette intervention s'est traduite par une réunion d'échange avec les acteurs du bâtiment durable et clôturait la fin du « Tour de France pour la rénovation du bâtiment », lancé le 11 septembre dernier par les ministres.

Rappelons à ce sujet que, ces dernières semaines, plusieurs ministres sont allés à la rencontre des collectivités locales, des conseillers FAIRE et des professionnels de la filière pour expliquer et faire partager les enjeux et annoncer le renforcement de l'accompagnement des ménages (notamment avec le programme SARE) afin que ces derniers

puissent bénéficier facilement, où qu'ils soient, d'informations et de conseils sur la rénovation de leur logement.

Le Ministre du logement a souligné la montée en charge progressive des aides de l'Anah (581 M€ en 2016 pour la rénovation de 70 000 logements à 700 M€ en 2018 pour 94 000 logements). Le Ministre a indiqué que les objectifs 2019 étaient de rénover 120 000 logements avec un budget porté à 1 Mds€. Il a déclaré que le Gouvernement escomptait 200 000 nouveaux dossiers Anah en 2020 grâce au dispositif qui remplacera le CITE (MaPrimeRenov), et 500 000 dossiers avec l'ensemble des ménages en 2021.

Il a évoqué les opérations « Coup de pouce » qui ont permis de financer le remplacement de

200 000 chauffages et de 265 000 isolations de combles depuis le début de l'année, rappelant à l'occasion les mesures annoncées la semaine dernière pour lutter contre les pratiques frauduleuses et pour renforcer la confiance des ménages.

Il a évoqué également les opérations Action Cœur de Ville (222) et de revitalisation des territoires (500 actions prévues l'an prochain) qui permettent des rénovations d'ensemble.

Enfin, le Ministre a annoncé que ces dispositifs seront complétés en 2020 pour les copropriétaires et les bailleurs et qu'un observatoire de la rénovation énergétique des bâtiments sera prochainement mis en place.

LOBBYING

→ PLF 2020 : LA CAPEB POURSUIT SON LOBBYING SUR LE CITE ET LE GNR

Le Sénat examine le projet de loi de finances depuis le 21 novembre et, à cette occasion, la CAPEB a proposé deux amendements visant à faire en sorte que les ménages avec des revenus intermédiaires qui souhaitent s'équiper d'une chaudière très haute performance énergétique (THPE) puissent bénéficier des aides tout comme les ménages des 9^e et 10^e déciles lorsqu'ils réalisent des travaux les plus performants.

On rappellera à ce sujet que les députés ont fait quelques petits pas pour élargir un peu le champ de la future prime, notamment pour l'ouvrir au premier achat d'un appareil de chauffage au bois performant, d'une PAC en tant qu'équipement de chauffage et d'appareils indépendants fonctionnant à la biomasse. Ils ont aussi fait un geste en faveur des ménages les plus aisés en acceptant qu'ils bénéficient d'une aide pour leurs travaux d'isolation des parois opaques. Des gestes qui restent néanmoins très en retrait de nos demandes.

S'agissant du GNR, on est aussi loin du compte. Certes, les députés ont adopté une série d'amendements renforçant le dispositif de sur-amortissement initialement envisagé. Ainsi ils y ont inclus les activités « bâtiment » (à notre demande) les véhicules hybrides rechargeables qui ne fonctionnent pas exclusivement au gaz naturel, à l'énergie électrique ou à l'hydrogène, et les achats d'engins non routiers fonctionnant exclusivement au gaz naturel, à l'énergie électrique ou à l'hydrogène, sur-amortissement porté à 60 % pour les PME. Ils ont également décidé d'ajouter les hybrides électrique/GPL ou électrique/GN à la liste des véhicules exonérés de la taxe sur les véhicules polluants.

Enfin, on rappellera qu'un amendement a été adopté reconduisant pour 3 ans le crédit d'impôt pour les métiers d'art qui devait cesser en cette fin d'année. Une disposition qui devrait être bénéfique aux entreprises qui travaillent sur le patrimoine notamment.

ÉCONOMIE



Collectif de bons artisans

→ **360TRAVAUX :**
RÉUNION DES BINÔMES DÉPARTEMENTAUX

Les binômes élus/collaborateurs constitués dans les CAPEB départementales pour suivre 360travaux se sont réunis à la Confédération le 14 novembre. Ils ont dressé le bilan de la mise en place et de l'activité de cet outil depuis son ouverture, en avril dernier. À ce jour, près de 5 000 artisans sont inscrits.

Contrairement aux plateformes qui occupent le marché de la mise en relation clients/professionnels, 360travaux ne se définit pas comme une plateforme et mise avant tout sur la qualité des prestations réalisées et la confiance. C'est l'accès à un collectif de vrais artisans, rassemblés par leurs compétences et leur fiabilité. 360travaux, c'est l'adresse de confiance. D'où les slogans « Partisans du travail bien fait, unissons-nous », « un artisan d'ici sera toujours là ».

Le Président de 360travaux, Guillaume De Maussion, a rappelé à l'occasion de cette rencontre des binômes, qu'il n'y a aucun risque à s'inscrire, soulignant une nouvelle fois le modèle original retenu par 360travaux : une inscription sans engagement, sans abonnement, sans paiement préalable et sans frais cachés.

Le plan d'action et de développement pour le second semestre d'exploitation a été présenté, incluant les améliorations techniques en cours, les objectifs commerciaux, la communication vers les adhérents mais également celle destinée au grand public.

À suivre donc !

L'ACTUALITÉ (Suite de la p. 1)

Enfin, Jean-Christophe Repon a conclu la journée en rappelant l'importance de l'École des Cadres. Il a rappelé que, pour un élu, s'engager dans un mandat syndical au sein d'un conseil d'administration d'une CAPEB départementale demande agilité, implication, sens des responsabilités et du collectif, car un élu contribue, par son mandat, à la bonne marche de l'organisation. Le premier vice-président a ainsi encouragé le plus grand nombre à suivre le parcours de l'École des cadres, qui constitue un pilier de notre organisation et nous est d'ailleurs souvent envié.



Crédit photo : CAPEB / iStockPhoto © 2019

SALON DES MAIRES DE FRANCE

L'U2P tenait un stand au Salon des Maires de France qui se déroulait cette semaine. A cette occasion, une série de prises de parole a été organisée et filmée en vue d'être réutilisée sur les réseaux sociaux. Ainsi, la vice-présidente Sabine Basili est intervenue sur les appels d'offres responsables exemplaires, sur la RSE et sur la gestion des déchets dans le bâtiment, sur les projets de revitalisation des centres-bourgs lancés par les U2P et sur la politique de rénovation énergétique des bâtiments. Le Président Liébus a également fait un tour d'horizon de l'actualité. Le Président de la CAPEB a par ailleurs été invité à participer à la remise du prix « Ma Ville Mon Artisan », prix organisé par CMA France pour récompenser le dynamisme des communes qui accompagnent le développement des entreprises artisanales sur leur territoire. Ont ainsi été mises à l'honneur les meilleures actions menées en matière d'innovation et de transformation digitale, de développement durable et d'économie responsable, de développement économique et d'emploi et enfin de culture et de patrimoine.

UNEDIC : LA NOUVELLE CONVENTION AVEC L'AGS

Le Président Liébus participait jeudi, au titre de l'U2P, à la présentation de la nouvelle convention Unedic/AGS, la précédente ayant été dénoncée suite au rapport de la Cour des Comptes en décembre 2018 qui mettait en évidence plusieurs zones d'ombre dans le fonctionnement interne de l'AGS (Association Garantie des Salaires). On rappellera que cette association patronale prend en charge les salaires en cas de défaillance d'une entreprise.

RENCONTRE ANNUELLE DE LA FNBM

Patrick Liébus et Dominique Métayer étaient invités, comme chaque année, à la rencontre annuelle organisée par la Fédération du Négocio du Bois et des Matériaux de Construction et qui réunit les acteurs de la filière bâtiment, fournisseurs industriels partenaires de la FNBM et les distributeurs de matériaux de construction et de bois. Ce mercredi 20 novembre, ce moment d'échanges était placé sous l'égide de l'économiste essayiste Olivier Badot, par ailleurs Professeur à l'ESCP Europe et Titulaire de la Chaire « Prospective du commerce dans la société 4.0 ».

MINISTÈRE DU TRAVAIL

C'est ce jeudi 21 novembre que la Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a présenté officiellement « moncompteformation.gouv », un nouveau service permettant à chacun de savoir où il en est dans son compte formation, de trouver la formation qu'il souhaite au regard de ses besoins et même de réserver et de payer sa formation avec ses droits acquis. Le service gouvernemental prend la forme d'un site internet et d'une application.

CONGRÈS DE L'UNIS

Les professionnels de l'immobilier UNIS fêtaient ce vendredi leur dixième anniversaire. Le Président de la CAPEB avait prévu de participer à ce congrès au cours duquel devait notamment être présentés les résultats d'une étude IPSOS sur le thème « les Français et l'immobilier : vision et évolutions, quels changements pour demain ? ». L'innovation, l'optimisation des tâches, le bâtiment intelligent et le BIM étaient au programme de ce congrès qui devait accueillir le Ministre du Logement, Julien Denormandie.